

*Le budget—M. de Corneille*

J'ai signalé en deuxième lieu que la taxe de vente et l'impôt sur le revenu ont été augmentés, imposant un fardeau encore plus lourd à ceux dont les moyens de subsistance sont les plus faibles. La catégorie des salariés moyens est particulièrement durement touchée. En 1987, par exemple, les contribuables ont versé 22 milliards de plus en impôt sur le revenu qu'en 1984, date à laquelle les Conservateurs ont accédé au pouvoir. Cette augmentation est principalement attribuable aux nouveaux impôts décrétés depuis septembre 1984. En outre, un impôt accru prélevé automatiquement a été incorporé au régime fiscal, c'est-à-dire un impôt dissimulé qui s'applique automatiquement chaque année. Nous constatons également un accroissement des impôts indirects. Le revenu des contribuables s'en trouve discrètement érodé.

Les taxes ont constamment augmenté. La liste des hausses de la taxe de vente est incroyablement tragique. D'une année à l'autre, des taxes de vente viennent s'intégrer au prix des marchandises pour augmenter constamment le montant à payer. De 9 p. 100 qu'elle était à l'origine, la taxe de vente est passée à 10 p. 100 l'année suivante, puis à 11 p. 100 et 12 p. 100 les années subséquentes. De nouvelles taxes frappent des articles qui n'avaient jamais été taxés auparavant. Il y a bien sûr plus de taxes sur l'essence. A tout bout de champ, les taxes sur l'essence augmentent d'un cent ou deux par litre. Nous voyons encore une fois dans le budget une autre hausse de la taxe de vente qui fera entrer 300 millions de dollars de plus dans le trésor public, 300 millions qu'on ira chercher non pas dans les poches des riches, non pas chez ceux qui ont les moyens de payer, mais chez les pauvres qui doivent se rendre au travail en voiture ou chez les contribuables de la classe moyenne qui doivent porter le fardeau des programmes sociaux du pays.

J'ai mentionné la croissance de la dette publique. Nous entendons des tas de beaux discours de la part des ministériels qui veulent nous faire croire que la dette nationale diminue. Il n'en est malheureusement rien. En examinant la chose de plus près, nous constatons que depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, la dette nationale a augmenté de 116 milliards de dollars. Après s'être accumulée pendant plus d'un siècle, la dette nationale s'élevait en effet à 176 milliards lorsque le ministre des Finances (M. Wilson) et les conservateurs ont pris le pouvoir en 1984. Depuis trois ans environ que le gouvernement est au pouvoir, la dette nationale s'est accrue de 116 milliards de dollars. Ainsi, même s'il n'est au pouvoir que depuis très peu de temps, le gouvernement a quand même réussi à augmenter notre dette totale de 66 p. 100 et ce, dans le cadre d'une stratégie qui est censée permettre de réduire le déficit.

Ce dernier est peut-être légèrement inférieur à ce qu'il était l'année dernière, mais contrairement à ce que la plupart des gens pensent, cela ne signifie en rien que notre dette nationale diminue. En fait, elle n'a jamais augmenté autant et aussi rapidement dans notre histoire. C'est là la réalité et le présent budget ne permet pas non plus de résoudre le problème en question.

Ce sont là certaines des questions qui nous inquiètent. Cependant, le plus grand reproche que l'on peut faire au budget réside dans le fait qu'on ne tient absolument pas compte des répercussions de l'accord de libre-échange. Or, nous savons qu'il aura des conséquences très graves. Nous n'ignorons pas

qu'il frappera surtout les régions les plus défavorisées du pays. Ce sont les gens les plus vulnérables sur le marché du travail, les femmes et les travailleurs âgés, qui seront les principales victimes de cet accord qui ne leur rapportera pas grand-chose, mais leur coûtera beaucoup. D'importants secteurs de notre économie vont disparaître.

Selon moi, ceux d'entre nous qui ont l'esprit ouvert se rappellent d'en avoir eu un exemple lors d'un récent épisode de l'émission télévisée, *The Journal*. On a alors interrogé un travailleur des champs pétrolifères de l'Alberta. Il habitait Calgary ou tout près. Il a affirmé qu'il attendait avec impatience que les effets de l'accord commercial se fassent sentir. À son avis, à l'avenir, les Américains vont acheter notre pétrole et notre gaz, et bien entendu c'est ce qu'ils feront, car il s'agira de ressources peu coûteuses pour eux. Nous leur permettrons dorénavant de venir puiser dans nos ressources. Les Américains les achèteront à des prix pas nécessairement avantageux pour les Canadiens et ils auront ainsi accès à notre pétrole et à notre gaz ainsi qu'à notre eau et à d'autres ressources, chose qu'ils souhaitent, bien entendu. L'accord en question leur sera donc très utile. Ce travailleur a donc affirmé qu'il attendait avec impatience l'entrée en vigueur de cet accord sachant qu'il aura bien du travail pour des années à venir. En effet les Américains achèteront notre pétrole et notre gaz à bon prix, et il est donc persuadé que tout va aller pour le mieux.

Donc son secteur est favorisé par l'accord, par contre, on a interviewé dans le cadre de cette émission une femme dont ceux qui l'ont vue n'oublieront jamais le visage. Nous n'oublierons jamais l'angoisse, l'inquiétude et la gentillesse qui se lisaient dans ses yeux. Cette femme travaille à la chocolaterie Ganong, à St. Stephen, au Nouveau-Brunswick. Nous l'avons vue travailler, tremper des chocolats à la main; c'est une femme qui a dans la cinquantaine, peut-être la fin de la cinquantaine. Elle voulait travailler. Elle a travaillé toute sa vie et elle était qualifiée pour ce genre de travail. Elle songeait avec une certaine angoisse à ce qui arriverait lorsque cet accord de libre-échange entrerait en vigueur, à ce que deviendrait cette petite chocolaterie du Nouveau-Brunswick. En fait, elle se demandait ce qu'allait devenir son emploi. Lorsque son patron, le propriétaire de la société, laquelle existe depuis cent ans, a été interviewé, il a du reconnaître qu'il ne savait pas ce qui arriverait, qu'il était inquiet et qu'il ignorait quelles seraient les répercussions de l'accord.

● (1200)

Lorsque les Américains pourront inonder le marché canadien des biens produits par la main-d'oeuvre bon marché du Sud, souvent des immigrants travaillant à titre temporaire, on pourra voir comment ils pourront faire concurrence aux Canadiens. Lorsque l'on comprend les problèmes que pose le transport des marchandises sur de longues distances au Canada, ce qui fait augmenter les frais et lorsqu'on songe au coût de l'énergie nécessaire dans notre climat, on comprend que l'on se demande si le Canada arrivera à soutenir la concurrence sans une certaine protection des marchés traditionnels.

Le gouvernement va-t-il faire tout son possible pour amortir les répercussions éventuelles de ce genre de programme? Aucun passage du budget ne nous permet de croire qu'on a songé au problème.